
« Who's the Bull in the Kraal ? »

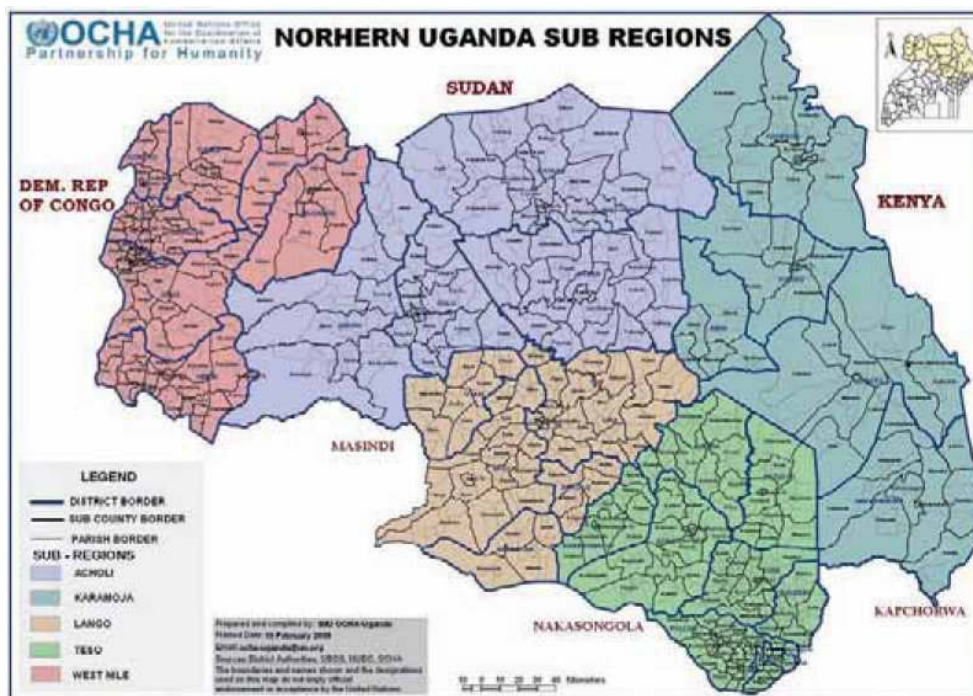
Guerre et mémoires et guerres de mémoire dans l'est de l'Ouganda

« *Who's the Bull in the Kraal ?* ». *War and Memories and Wars of Memories in Eastern Uganda*

Sandrine Perrot

- 1 Du projet de monument aux morts d'Obalanga au Teso il ne reste que quelques briques éparées jetées à terre à côté des bâtiments officiels de la ville. Le monument devait commémorer les miliciens *Arrow Boys* (Garçons aux flèches) tombés dans cette région de l'est de l'Ouganda, pendant la contre-insurrection victorieuse menée contre l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) entre 2003 et 2005. Mais depuis, les quêtes d'appropriation du projet mémoriel et l'incapacité à créer le point d'intersection de représentations plurielles du passé ont fait avorter sa réalisation. Cette construction échouée est l'occasion d'étudier plus en détail les multiples acteurs de la mémoire. L'article veut montrer que la (re)présentation du passé n'est pas seulement une affaire d'État. Au-delà des scripts officiels du passé ont en effet surgi localement des mémoires concurrentes, discordantes et parfois même contradictoires qui, chacune, tente de s'imposer dans l'espace public. Nous tenterons de déterminer dans quelle mesure ces mémoires fractales relèvent de représentations antithétiques voire incompatibles ou si, au contraire, elles peuvent cohabiter et intégrer tout ou partie d'une autre (Rosoux 2003 : 19, 23). Il faudra s'interroger sur les conditions dans lesquelles la mémoire officielle peut s'accommoder ou non de certaines d'entre elles et choisit parfois alternativement, parfois simultanément, de les valoriser ou de les opprimer. Car, dans ce projet inabouti de « pétrification du passé » (Farmer 1999), se confondent enjeux de mémoire, enjeux politiques et enjeux sécuritaires. Ce qui se joue dans ces modes du souvenir ce sont moins les représentations clivées individuelles et collectives du passé que les enjeux politiques contemporains, à savoir la redéfinition dans et après la guerre des hiérarchies de pouvoir entre les marges de l'État et son centre, des relations de pouvoir entre politiques et militaires et les dynamiques de domination et de contrôle par l'État des populations de l'est du pays et de ses hommes en armes.

SOUS-RÉGIONS DU NORD DE L'UGANDA



Source : UNOCHA, <[http://www.reliefweb.int/rw/fullMaps_Af.nsf/luFullMap/842A2D28055C31C2852573F5005175E6/\\$File/ocha_REF_uga080219.pdf?OpenElement](http://www.reliefweb.int/rw/fullMaps_Af.nsf/luFullMap/842A2D28055C31C2852573F5005175E6/$File/ocha_REF_uga080219.pdf?OpenElement)>.

État et milicianisation des civils : la mobilisation des Arrow Boys

- 2 Tout a commencé le 15 juin 2003, à Obalanga². La LRA venait d'attaquer cette petite ville située à l'extrême nord-ouest du Teso. Affaibli par la traque militaire de l'opération « Poing d'acier » lancée par l'armée ougandaise en février 2002 contre ses bases arrière au Sud Soudan, la LRA cherchait de nouveaux alliés. Elle avait étendu son champ d'action du Nord (Acholi, Lango), où elle menait ses attaques depuis quinze ans, vers l'est du pays via le district de Katakwi (aujourd'hui district d'Amuria). Elle tentait alors de rallier certains des anciens commandants de l'Armée populaire ougandaise (*Uganda People's Army*, UPA), un ancien groupe insurrectionnel qui avait combattu l'Armée de résistance nationale (*National Resistance Army*, NRA, aujourd'hui UPDF³) de Yoweri Museveni entre 1986 et 1993⁴.
- 3 Depuis plusieurs semaines, les villageois du district de Katakwi avaient signalé la présence du groupe armé. Celui-ci avait établi son camp dans une école primaire proche d'Obalanga. Dans les premiers jours, les hommes de la LRA y jouaient au football, regardaient des vidéos et s'atablaient sous les vérandas des bars de la ville avec la population locale, épuisant les stocks de soda en quelques jours. Dans des tracts manuscrits punaisés aux portes des responsables locaux, la LRA tentait de rassurer la population et appelait à faire cause commune pour renverser le gouvernement de Museveni. D'autres tracts promettaient que le groupe armé combattrait les voleurs de bétail karimojongs aux côtés des Itesots⁵. Mais les tentatives de mobilisation de la LRA échouèrent rapidement. La région avait déjà été affectée par la guerre menée par l'UPA au

début des années 1990. Une nouvelle insurrection armée — conduite, qui plus est, non par un groupe armé local mais par des insurgés venus du Nord — risquait de ramener l'insécurité dans la région et de briser les efforts de reconstruction économique entrepris depuis le milieu des années 1990. Dès les premières résistances locales, le groupe armé adopta une approche beaucoup moins pacifique. Les premières attaques répressives contre les civils commencèrent.

- 4 À cette époque, il n'y avait guère de soldats de l'UPDF présents au Teso. Depuis la signature d'un accord de paix entre l'UPA et le gouvernement en 1993, la région était considérée comme pacifiée. Plusieurs des anciens *leaders* de l'UPA s'étaient vus confiés des postes au sein du gouvernement ou de l'administration locale et la région avait en grande partie basculé politiquement, certes timidement, dans le camp présidentiel⁶. Surtout, les troupes de l'UPDF étaient occupées sur d'autres théâtres d'opération : d'abord au sud du Soudan avec l'opération Poing d'acier, mais aussi dans l'est du Congo et sur toute la zone frontalière occidentale. L'incursion de la LRA au Teso remettait en cause le professionnalisme de l'armée en soulignant les lézardes dans le maillage du territoire. Or, déjà le gouvernement subissait les critiques de plus en plus sévères des bailleurs de fonds pour sa gestion infructueuse de la guerre du nord de l'Ouganda. Il avait été accusé à plusieurs reprises de pérenniser le conflit pour entretenir ses réseaux d'entrepreneurs militaires et obtenir des fonds pour la modernisation de son armée. À force de faux transferts de troupes et de soldats fantômes⁷, personne, y compris au sein de l'état-major, ne savait exactement de combien de troupes l'armée disposait dans l'est du pays. Alors que la presse recueillait les premiers témoignages de victimes, l'armée, en partie trompée par l'inefficacité de ses services de renseignements militaires, continuait de nier l'avancée de la LRA⁸. Pis, dès les premiers combats, les quelques dizaines de soldats en poste au Teso fuyaient vers la ville de Soroti, abandonnant armes et uniformes aux postes de police. Seuls quelques hommes des Unités de défense locale (*Local Defence Units*, LDU), une milice semi-étatique, avaient combattu.
- 5 Les LDU étaient rejointes quelques jours plus tard par des dizaines puis des centaines d'anciens combattants rapidement organisés et structurés au sein des *Arrow Boys*. La milice des *Arrows* est née de la convergence d'une initiative venue d'« en bas » et d'un effort de mobilisation concertée par « en haut ». Les civils réclamaient des armes pour pouvoir se défendre. Un climat de méfiance quant à la capacité militaire et à la volonté politique du gouvernement de repousser les attaques de la LRA s'était installé depuis longtemps dans la région⁹. « La demande en termes de protection était très forte. Il y avait le sentiment d'être abandonné par le gouvernement », ajoutait l'ancien chef d'état-major, le général Jeje Odongo¹⁰. Mais les *Arrow Boys* n'étaient pas pour autant une milice anti-gouvernementale. Parallèlement, les *leaders* de la région, de manière spontanée ou sous la dictée du gouvernement mettaient en place une stratégie contre-insurrectionnelle de milicianisation des civils déjà employée dans l'ouest du pays et, avec moins de succès, dans le nord de l'Ouganda¹¹.
- 6 Officiellement, la milice des *Arrow Boys* est née le 23 juin 2003. Musa Ecweru, originaire du Teso et alors responsable administratif (*Resident District Commissioner*, RDC) du district de Kasese¹², et le député de la région, John Eresu, affirmaient avoir deux mille hommes sous leur commandement (Lomo & Hovil 2004). Ecweru avait été un mobilisateur extérieur de l'UPA à la fin des années 1980. Recrue de l'armée kenyane, il approvisionnait le groupe en armement. Il s'était par la suite rallié au gouvernement après son arrestation à Kampala par les services de renseignement militaire. À l'annonce des attaques de la LRA, il était

précipitamment rentré de l'ouest de l'Ouganda où il étudiait à l'Uganda Martyrs University de Nkozi pour organiser la milice. Avec d'autres personnalités de la région, dont le général Jeje Odongo, il avait travaillé à convaincre Museveni que les hommes ne tourneraient pas leurs fusils contre le gouvernement s'il distribuait des armes aux civils du Teso. La région avait été longtemps une zone de forte opposition au régime actuel ainsi qu'un bassin de recrutement de policiers et d'hommes des Forces spéciales sous le régime d'Obote. Plusieurs milices y avaient été formées dont les Milices du peuple (*People's militia*), initiées au début des années 1980 pour protéger la région des raids de bétail menés par les Karimojongs.

- 7 En même temps que plusieurs autres parlementaires et responsables locaux (dont Max Omeda, ancien commandant de l'UPA et RDC de Gulu, discrètement dépêché par Museveni ou Alice Alaso, représentante parlementaire des femmes pour Soroti), Ecweru et Eresu avaient réactivé leurs réseaux d'anciens combattants de l'UPA. Leur démobilisation partielle et inachevée des années 1990 facilitait le retour aux armes. Au fil des mois et à mesure de l'institutionnalisation de la milice, le recrutement s'était élargi aux autres professionnels des armes, aux « hommes forts » et aux « jeunes » de tout le Teso avant d'être relayé par la structure administrative décentralisée des *Local Councils (LCs)*. Officiellement, les *Arrow Boys* auraient compté jusqu'à 7 500 hommes¹³. Officieusement, les estimations varient entre 3 000 et 10 000 hommes selon les observateurs (Government of Uganda 2006). La mobilisation avait été très efficace dans les sous-comtés frontaliers du Lango par lesquels la LRA avait pénétré au Teso, plus difficile dans ceux qui n'avaient pas été directement affectés par l'insécurité.

Ce n'est qu'en octobre 2003 que l'armée prenait le commandement de ce processus de mobilisation. Cela correspond à l'un des moments constitutifs de l'identité milicienne. D'abord parce qu'en présence du président Museveni, une réunion des principaux acteurs politiques et militaires locaux décida alors de l'identification et de la nomination *ad post* d'un *leadership* milicien : Mike Mukula, capitaine d'aviation et représentant parlementaire mouvementiste de Soroti fut parachuté à la tête de l'organisation. Musa Ecweru fut désigné coordinateur de terrain. Mais aussi parce que les *Arrow boys* bénéficiaient d'un statut à part au sein de l'armée. En plus de la faiblesse de la coordination entre les forces régulières et celles des *Arrows*, les miliciens résidaient dans des baraquements distincts de ceux des militaires. Leurs soldes, lorsqu'elles étaient versées, ne s'élevaient qu'à 60 000 shillings par mois (environ 19 euros) soit moins de la moitié d'une solde de soldat. Les *Arrow Boys* se plaignaient de recevoir du matériel obsolète. Ils ont combattu pendant plusieurs mois en « Toyota » — des sandales qui tirent leur nom du pneu recyclé qui sert de matériau de base à leur confection — et avec les quelques fusils que le gouvernement et l'armée avaient fourni au compte-gouttes. Pendant plusieurs semaines, ce sont les civils, les organisations religieuses et autres ONG locales qui leur fournirent vêtements et nourriture.

L'officialisation de la création de la milice souleva de nombreuses protestations : l'influent évêque Odama, basé à Gulu, avait rappelé à cette occasion la création malheureuse des *Bows and Arrows*, mobilisés au nord de l'Ouganda par l'armée et les responsables locaux pour lutter contre la LRA au début des années 1990. Accusés de collaboration avec l'armée par la LRA, ils avaient attiré les violentes représailles de cette dernière sur les civils ; les parlementaires de l'opposition, en écho, s'élevaient contre la création d'une nouvelle milice. Ils dénonçaient l'abandon de la gestion de la sécurité par l'État à des milices non professionnelles et appelaient le gouvernement à assumer ses

fonctions de protection. Ils réclamaient également un alignement du statut des miliciens sur celui des forces auxiliaires ainsi que leur inscription officielle et transparente sur les registres de l'UPDF (Hansard 2003).

En imposant leur contrôle sur la structure milicienne, l'armée régulière s'appropriait également le succès militaire des *Arrow Boys*. « L'attaque de la LRA n'aurait pas eu lieu si ce n'était par la faute d'une incurable bande de commandants de l'UPDF », tempêtait pourtant le coordinateur des *Arrow Boys*, Musa Ecweru, en 2005¹⁴. Mais les entreprises concurrentes d'appropriation et de mise en signification du passé (Létourneau & Jewsiewicki 2003 : 3) ont redessiné les rôles joués par l'armée et par les milices dans la victoire contre la LRA. Ce champ de bataille mémoriel est apparu très tôt après la fin de l'insécurité, quelques mois seulement après le placement des miliciens sous commandement de l'armée. Les différents récits ne placent les accents mémoriels ni au même endroit ni de la même manière. Ce qui nous intéresse ici, c'est le processus dialectique de tractation et de conquête symbolique entre la mémoire officielle (publique) d'une part ; les mémoires concurrentes ou complémentaires des *Arrow Boys*, plus individuelles, colligées, mises en forme, réinvesties et relayées à la fois par des acteurs non étatiques liés aux partis d'opposition et par l'Église catholique, d'autre part ; mais également, dans un répertoire héroïque, celle recréée par les *leaders* des *Arrows*, en partie liés aux sphères du pouvoir institutionnel. Le but sera d'analyser comment s'articulent ces différents espaces de production mémorielle, et comment ils influent l'un sur l'autre et interagissent dans le processus de reconstruction du passé.

« *Eyalama Arrow Boys* » ou le surgissement de mémoires contestataires

- 8 « *Eyalama Arrow Boys, eyalama Arrow Boys* »... Impossible, en arrivant au Teso, d'échapper à ce refrain entêtant régulièrement diffusé sur les ondes des radios locales.
- « Merci *Arrow Boys*/ merci *Arrow Boys*/ merci *Arrow Boys* pour avoir ramené la paix au Teso/ En vérité voici ce qu'ont fait les jeunes du Teso/ Ils ont sacrifié leur vie/ Non pas par profit ou pour des gains ou des bénéfices personnels/ Mais pour qu'il y ait la paix sur la terre du Teso »¹⁵.
- 9 Ces louanges adressées aux *Arrow Boys* au Teso contrastent fortement avec la mise en sourdine au niveau national de cet « exploit » militaire. Déjà le conflit du Teso (1986-1993) avait été éclipsé dans la mémoire nationale par celui du nord de l'Ouganda (1986 à aujourd'hui). Et bien souvent l'évocation des *Arrow Boys* dans les autres régions ougandaises se mêle encore confusément avec celle des infortunés *Bows and Arrows* du nord de l'Ouganda. Mais au niveau local, cohabitent, se superposent, voire s'opposent à la mémoire officielle du conflit, plusieurs mémoires locales de la guerre de 2003.
- 10 Ces représentations plurielles et multiscalaires du passé sont évoquées à travers trois espaces- temps mémoriels distincts, quoique en partie perméables : celui, « national », construit par l'armée et le gouvernement, celui, plus local, des miliciens, et enfin à l'intersection des deux premiers, mais sans jamais les recouper entièrement, celui largement réinventé et mythifié des *leaders Arrows*. Dans le premier espace-temps, le conflit du Teso est replacé dans le temps long, celui de la guerre contre la LRA, et à l'intérieur d'une aire élargie, celle du « Grand Nord » (« *The Greater North of Uganda* »), une appellation nouvelle dans la géographie politique du pays¹⁶. Il n'est perçu que comme une bataille parmi d'autres dans les efforts militaires menés par l'armée depuis ces vingt

dernières années contre la LRA. Dans cette représentation, les savoir-faire techniques des militaires, leur formation et leur professionnalisme sont mis en avant. Ils s'opposent aux « voyous » de la LRA mais aussi aux « amateurs » *Arrow Boys*, qui n'apparaissent que comme les forces auxiliaires de l'armée nationale. À l'inverse, les mémoires vives, encore peu structurées des anciens combattants sont balisées à la fois dans l'espace et dans le temps par les lieux et les dates des batailles menées. Dans cette seconde construction du souvenir, la guerre commence dans des temps individuels — au moment où le milicien a pris les armes — et s'achève généralement à la fin des combats les plus lourds (soit trois mois après le début de l'insurrection), ou lorsque les miliciens sont retournés à la vie civile (après avoir passé parfois un ou deux ans sur les registres de l'armée). Sont évoqués cette fois les savoir-faire pratiques, la connaissance du terrain, le *leadership* local, les qualités de bravoure.

- 11 Enfin, une troisième mémoire cohabite — plus ou moins pacifiquement — avec les deux premières : la mémoire héroïque des *Arrow Boys*, portée par certains commandants miliciens, en premier lieu le très disert Musa Ecweru, ancien coordinateur de terrain des *Arrow Boys*, et une partie des miliciens proches du *leadership* ou mobilisé plus tardivement dans la milice. Cette recomposition du passé propose une version qui aspire à figer le récit jusque dans sa reproduction discursive. Les vocables usités dans les récits sont chaque fois les mêmes, la séquence des événements identique, depuis le mythe fondateur de l'épopée milicienne qui repose sur la constitution spontanée d'un groupe d'autodéfense (« Nous avons pris les armes depuis le tout premier jour »)¹⁷, jusqu'aux récits des principales batailles ou captures de commandants de la LRA. « Tout est parti de Wera [village d'origine de Musa Ecweru]. Habib [oncle de Musa Ecweru] était le commandant en chef sur le terrain à Wera », raconte le capitaine John Emily Otekat, ancien vice-coordinateur de la milice¹⁸. Puis un employé de l'administration locale, semblant réciter des phrases apprises par cœur :

— « Les *Arrow Boys* ont été créés par Musa Ecweru le 15 juin 2003 quand la Lra est entrée au Teso à Obalanga. Habib est le premier à avoir tiré, le tout premier commandant *Arrow*.

— Qui vous a raconté cela ?

— C'est l'histoire qu'ils nous racontent pendant les *meetings* officiels et quand nous avons des invités officiels à Amuria [chef-lieu du nouveau district créé en juillet 2005] »¹⁹, ajouta-t-il, soulevant au passage la double destination des usages du passé : celle du dedans (les miliciens et les locaux) et celle du dehors (en l'occurrence, des représentants extérieurs à la région ou des bailleurs étrangers)²⁰.

- 12 Les versions fluctuantes et sélectives de la mémoire qui se créent aujourd'hui ne sont pas une construction *ex nihilo* (Rosoux 2003 : 24). Elles sont une re-connaissance. Elles renvoient à des événements que l'on connaît parce qu'on les a déjà vus ou entendus. Elles ne sont pétrifiées ou cristallisées qu'après des phénomènes de dégradation, de corrections, de simplification, de symbolisation, voire de déformation des traces tangibles (stock d'images, de discours, d'écrits, de monuments) dans lesquels les producteurs de mémoire puisent, sélectionnent, font apparaître et disparaître des événements et des personnages, ou reconstruisent la séquence des événements et lui donne sens²¹. Dans le cas de la version héroïque de l'histoire des *Arrow Boys*, la valorisation de la bravoure virile et des qualités guerrières des miliciens prend corps dans une déclinaison genrée de la mémoire. Dans les récits des anciens combattants, les femmes miliciennes, sans être systématiquement mises en avant, sont présentées comme les plus courageuses et les plus féroces « parce que celles qui se battaient étaient celles qui avaient perdu un mari ou un

enfant »²². Aucune trace, en revanche, dans les discours du *leadership Arrow*, du rôle des dirigeantes féminines du mouvement. Interrogée sur la raison de son absence dans le commandement officiel des *Arrows*, la parlementaire Alice Alaso, par ailleurs secrétaire générale du Forum pour le changement démocratique²³, principal parti d'opposition souligne : « Si tu ne mets pas un uniforme, tu n'y prends pas part. » Puis, « ils veulent être dépeints comme étant ceux qui sont en premier plan. Même le rôle des communautés est occulté. Même leurs collègues décédés comme [Peter] Otai [ancien leader de l'UPA] »²⁴. Aucune trace non plus du rôle joué par le général Jeje Odongo, ancien chef d'état-major de l'armée qui pourtant a plaidé auprès de Museveni pour obtenir des armes et recueillir son soutien à la formation de la milice. « Il ne peut y avoir qu'un seul taureau dans le corral (*There can be only one bull in the kraal*) [...] », commente-t-on sur place²⁵.

- 13 Dans le discours de l'ancien coordinateur de terrain des *Arrow Boys*, Musa Ecweru, « le Teso a été le début de la fin pour la LRA »²⁶. De fait, les plus lourds combats avaient eu lieu dès les premiers mois, avant l'arrivée de renforts massifs de l'armée. Un an plus tard, les derniers éléments de la LRA avaient été chassés du Teso. L'armée comme les miliciens revendiquaient cette victoire éclair qui contrastait avec la pérennisation du conflit mené par l'armée au nord de l'Ouganda. Coupant les groupes de combattants de la LRA en opération dans l'est de l'unité de commandement basée au Sud-Soudan et de renforts éventuels, l'incursion au Teso lui a causé de nombreuses pertes y compris, et pour la première fois, au sein même de son haut commandement. La question de savoir qui a tué les commandants de la LRA est au cœur de la polémique mémorielle. Pour l'armée, ce sont l'efficacité technique du matériel utilisé, notamment des hélicoptères de combat, et le renfort en soldats qui ont remporté la traque contre les *leaders rebelles*²⁷. Les miliciens, de leur côté, mettent en avant leur courage, leurs qualités guerrières et leur foi chrétienne (en opposition aux croyances syncrétiques de la LRA). Les *leaders Arrow*, quant à eux, insistent sur la mise à mal de la réputation d'invincibilité des *leaders* de la LRA et, ce faisant, sur l'incapacité de l'armée à mettre le groupe armé en échec. « Les *Arrow Boys* ont tué plus de commandants supérieurs en un an que l'armée en vingt ans. Nous avons même encerclé Otti [n° 2 de la LRA]. Il a eu de la chance à ce moment-là »²⁸, souligne le capitaine Otekat. Puis surenchérissant dans un registre pseudo-mystique avant de se reprendre :

« Au départ, ils [les *Arrow Boys*] avaient des flèches empoisonnées. Ils étaient très efficaces parce qu'une flèche est silencieuse et vous ne savez pas d'où elle vient. C'est comme cela que nous avons tenu jusqu'à ce que nous recevions des fusils. [...] Au final, c'est notre bravoure qui nous a aidés contre Kony. Car si nous [étions] sept et qu'ils [étaient] cent, nous y all[ions] et nous combatt[ions]. C'est ce dont Kony avait peur. Il nous craignait plus nous, que l'armée. Tout ce dont nous avons besoin c'est assez de flèches... assez de munitions, assez de fusils, heu... Des munitions au moins, oui »²⁹.

- 14 « Nous n'avons pas eu peur. La LRA n'est qu'un mythe », claironne Musa Ecweru³⁰ reproduisant étrangement les accents de la légende de la NRA de Museveni. Alors que le président ougandais évoque la guérilla de 1981-1986 où « partis à 27, ils revinrent 20 000 », Ecweru mentionne les « sept fusils » avec lesquels les *Arrow Boys* ont commencé à se battre (Museveni 1997). « Il y avait mon fusil, celui de mon chauffeur, ceux de mes gardes du corps et trois autres laissés par l'armée au poste de police »³¹. Cependant, plutôt que de heurter de front la version officielle, ce face-à-face mémoriel vise à se réapproprié en partie et à s'aligner, au moins rhétoriquement, sur les représentations et imaginaires dominants. Il ne s'agit pas ici de mise en concurrence directe de ces épopées

guerrières, mais de pérennisation des représentations militarisantes du pouvoir. Car l'enjeu est plus d'intégrer l'armée et le pouvoir que de les combattre. C'est d'ailleurs en ce sens que les dirigeants *Arrow* avaient demandé que leurs grades miliciens soient reconnus dans la hiérarchie militaire. Plusieurs *leaders* de groupes d'insurrection armée opposés au gouvernement avaient en effet reçu des grades militaires après la signature d'accords de paix. La requête des commandants *Arrow* fut pourtant rejetée en 2008 par le haut commandement de l'armée.

- 15 Le passé a opportunément été convoqué à nouveau au cours des élections présidentielles et législatives de 2006. Le réinvestissement politique des enjeux de mémoire de la guerre de 2003 a dominé la campagne électorale. Les principaux *leaders Arrow* ont travaillé à la capitalisation et au réinvestissement politique de leur expérience guerrière. Usant de leur image d'anciens chefs miliciens, Musa Ecweru et Mike Mukula ont tous deux fait campagne soit en habit militaire, soit entourés de miliciens *Arrow Boys* semi-démobilisés (Human Rights Watch 2006). Mike Mukula convoquait à chacun de ses *meetings* politiques le chanteur Emmanuel Eratu pour qu'il entonne sa chanson « *Eyalama Arrow Boys* ». Et Musa Ecweru nourrissait en 2008 le projet d'ouvrir une radio commerciale : « Radio Savior », « parce que j'ai sauvé le Teso », commentait-il³². Ils activaient, selon leur public, les différents registres de la menace ou de la protection armée au niveau local, jouaient sur leur capacité (potentiellement inquiétante) à lever une milice et imposaient leurs qualités de *leader* et de mobilisateur au niveau international. La conversion des ressources mémorielles (symboliques, matérielles ou sociales) en capital politique n'est pas mécanique. Les deux protagonistes ont en effet expérimenté deux trajectoires opposées : Musa Ecweru a remporté cette élection locale et a depuis rejoint le gouvernement pour devenir l'un des piliers du NRM dans la région. Mike Mukula, auquel on reprochait d'avoir mené la guerre « à distance », depuis Kampala ou depuis les terrasses du Soroti Hotel a, quant à lui, perdu son siège de député. Bénéficiant d'un soutien fluctuant des premiers cercles du pouvoir de par son implication dans plusieurs scandales de corruption, il a également été démis de son poste de ministre d'État à la santé en 2006 après avoir été accusé de détournement de fonds au sein du Global Fund, un fond destiné à la lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria. Mukula reste cependant *vice-chairman* du NRM pour l'est de l'Ouganda³³.

La mise en récit du souvenir est intéressante aussi, et peut-être surtout, dans ses altérations. Les discours des commandants *Arrow* sur le passé milicien se sont en effet transformés au fil du temps. Vainqueur des élections parlementaires à Amuria sous les couleurs du parti présidentiel, Musa Ecweru a été nommé ministre d'État au secours et à la gestion des catastrophes naturelles (*State minister for relief and disaster preparedness*) en juin 2006. Depuis, il insiste régulièrement sur le fort partenariat mis en place avec l'armée dès le début de la mobilisation des *Arrow Boys*. « Nous avons combattu aux côtés de l'UPDF », souligne-t-il au début de l'entretien³⁴. La capacité de mémoires concurrentes à cohabiter tient au lissage par endroits de leurs aspérités. Il est intéressant de noter à ce propos que le passé de « rebelle » de l'UPA de Musa Ecweru a été gommé dans sa fiche biographique publiée sur le site Internet du Parlement ougandais. De la même manière, plutôt que de condamner l'UPDF, on relativise son absence par le souci d'efficacité : « S'ils y avaient eu trop de soldats de l'UPDF, cela aurait retardé la résistance [des *Arrow Boys*] », explique le capitaine Otekat³⁵.

On assiste ainsi d'une part à l'intégration partielle de la mise en récit des *leaders Arrow* par la mémoire officielle mais aussi à leur valorisation par une reconnaissance symbolique et

politique de la légitimité historique de certains *leaders* ; d'autre part, on assiste à la tentative d'homogénéisation de la mémoire *via* des acteurs chevauchant les sphères étatiques et non étatiques et empruntant dans leur récit aux deux autres espaces-temps mémoriels. Ces multiples représentations du passé se construisent donc parfois l'une dans l'autre, parfois l'une contre l'autre. Parmi les acteurs, créateurs, porteurs et transformateurs de mémoires, tous ne disposent pas des mêmes situations d'énonciation, ni des mêmes capacités de propagation et de diffusion (institutionnelles, médiatiques, informelles) de la mémoire. Pour ceux bénéficiant avantagement des relais que constituent les postes ministériels ou officiels, chaque événement social ou politique devient une plate-forme de diffusion et un agent puissant de dissémination mémorielle. Il est l'occasion de marteler à nouveau sa propre énonciation de la mémoire³⁶.

Ce processus d'occupation symbolique de l'espace public s'inscrit dans le réinvestissement politique des usages de la mémoire, redéfini en permanence au gré de la transformation des enjeux du présent. L'hégémonie mémorielle de l'État cependant n'est que rarement totale et s'accommode d'espaces mémoriels concurrents, en les intégrant mais aussi parfois en se superposant pour construire une mémoire feuilletée, multiscalaire. D'autres acteurs, non étatiques, de diffusion de la mémoire, parfois inaudibles au niveau national, n'en restent pas moins efficaces au niveau local, y compris au-delà des espaces domestiques. C'est cette tension mémorielle qu'illustre le projet de monument aux morts d'Obalanga, pour lequel se sont mêlées les initiatives de commémoration du passé de parlementaires, de responsables politiques locaux et de membres de la société civile. Se sont opposés autour de ce projet mémoire officielle et mémoire vive, acteurs étatiques et non étatiques, combattants et dirigeants politiques. Cela a donné lieu à la fois à des pratiques concrètes d'occultation voire d'oppression des mémoires concurrentes mais aussi à l'expression de résistances locales et à la construction de représentations alternatives du passé.

Entre mémoire et amnésie politique : le monument aux morts d'Obalanga

- 16 À Obalanga, une véritable guerre de mémoires s'est jouée avant même que le projet de construction d'un monument aux morts ne soit mis sur pied (Blanchard & Veyrat-Masson 2008 ; Blanchard *et al.* 2008). La première polémique a surgi un an seulement après la première attaque de la LRA. Les représentants de l'armée avaient été mandatés par un comité *ad hoc* constitué des parlementaires de la région, des *Resident District Commissioners*, des *LCV Chairmen* (représentants élus de l'administration locale au niveau du district) et des *leaders* traditionnels et religieux de la région pour mettre en place une célébration du Jour des *Arrow Boys*. La célébration devait se tenir le 15 juin 2004 en présence du président Museveni. Mais la date et le lieu de la cérémonie furent sujets à controverse. Vidant la commémoration d'une partie de son symbolisme historique, celle-ci fut en effet suspendue, officiellement dans l'attente du retour du président ougandais, alors en visite aux États-Unis. Mais déjà dix parlementaires du Teso avaient menacé de boycotter l'événement programmé non pas à Obalanga mais à Soroti, capitale du district et circonscription électorale de Mike Mukula. Paré d'un treillis militaire, John Eresu, vice-commandant des *Arrow Boys* et représentant parlementaire de Kaberamaido avait justifié la position du gouvernement lors d'une conférence de presse : « Il y a des parlementaires qui disent que le concept tout entier est mauvais parce que la première attaque a eu lieu à

Obalanga. Je veux déclarer, en tant que vice- commandant en charge des opérations de combat, qu'il y a eu des morts partout au Teso [...]. Les parlementaires sont libres de construire un monument à Obalanga. Nous leur donnerons deux sacs de ciment pour cela »³⁷.

Aujourd'hui, à quelques pas des bureaux administratifs du sous-comté d'Obalanga, trente plaques de béton muettes sont posées sur le sol. Plus de 350 personnes, civils et miliciens, ont été inhumées sous les dalles de ces fosses communes. Selon certains témoignages, les fosses communes auraient été creusées autant pour offrir une preuve tangible des massacres perpétrés par la LRA au Teso face à une politique de déni du gouvernement et de l'armée que pour attirer l'attention internationale sur la région³⁸. Quelques pierres grossièrement taillées marquent l'emplacement d'autres tombes, sur un carré de terre voisin. Certains y avaient été enterrés à la hâte avant d'être exhumés pour être identifiés. C'est au milieu de ces deux cimetières sur un triangle de terre sablonneuse nue que le monument aux morts des *Arrow Boys* devait être construit. Quelques briques et sacs de ciment avaient en effet été fournis par des parlementaires itesots. Mais les pierres sont encore entassées à l'emplacement choisi. « Nous n'avions pas sécurisé les fonds et nous n'étions pas sûrs du dessin », rappelle l'ancien Army commander, Jeje Odongo³⁹.

PIERRES DESTINÉES À LA CONSTRUCTION DU MONUMENT AUX MORTS D'OBALANGA, DISTRICT D'AMURIA



Source : © Sandrine Perrot, mars 2008.

- 17 Plusieurs projets en effet avaient été évoqués dans la période pré-électorale: d'une simple stèle portant une inscription dont on n'avait pas encore déterminé le texte, jusqu'à un projet de monument figuratif porté par le père Mubiru, directeur de la controversée Radio Veritas. Gérée par la Soroti Catholic diocese integrated development association (Socadido), la station de radio avait été fermée par les autorités quelques jours après le début de la guerre. Son interdiction d'émettre en disait long sur les rapports conflictuels du régime avec l'Église catholique mais aussi sur la gestion par le pouvoir du conflit

contre la LRA. Les dirigeants de Radio Veritas étaient en effet accusés de diffuser des rapports « alarmistes » sur les mouvements des rebelles dans la sous-région et d'avoir violé un ordre du gouvernement de ne pas diffuser d'informations sur les attaques de la LRA⁴⁰. Considérées depuis la prise de pouvoir du NRM en 1986 comme des opposants au régime, les autorités catholiques avaient été mises en garde par Museveni lui-même. Les appels du père Mubiru à ne pas combattre pour éviter le coût de la guerre auraient été compris comme un positionnement en faveur des rebelles. Mais, malgré les démentis officiels, les rumeurs allaient bon train quant à l'implication dans cette répression médiatique de Mike Mukula, alors propriétaire de la radio concurrente Voice of Teso. Véritas ne fut rouverte que deux mois plus tard sous la pression de délégués du Teso⁴¹.

- 18 Il est intéressant de remarquer que ces enjeux du souvenir ont été formulés moins par les miliciens eux-mêmes que par des acteurs non étatiques issus des Églises locales, surtout catholiques, et de l'opposition. La délégitimation locale des *Arrow Boys* explique en partie leur mise en sourdine. Pendant l'accalmie dans les attaques perpétrées par la LRA, certains miliciens avaient en effet tourné leurs armes contre les civils, réglant pour certains des comptes personnels, trouvant par là pour d'autres un moyen de subsistance⁴². Mais il faut également prendre en compte la conversion échouée de leur capital militaire en ressources sociales, ce que l'un de nos interlocuteurs qualifiait comme « la notion sociale du ridicule » : « Aujourd'hui, ceux-là même qui ont pris les armes sans être payés, juste pour défendre leur pays, ceux qui ont été se battre parfois pendant plusieurs années, où sont-ils ? Ils sont de retour dans leur village, sans rien, rien de plus que les déplacés. Ils vivent de l'aide humanitaire », commente Jeje Odongo⁴³. « Pendant la guerre, les magasins nous faisaient crédit », ajoute un milicien. « On prenait les choses dont on avait besoin. Les commerçants nous faisaient confiance. Mais maintenant c'est fini [...] »⁴⁴.
- 19 La campagne électorale a laissé s'exprimer ces fortes frustrations des miliciens *Arrow Boys* dépités de n'avoir reçu que peu de compensation matérielle pour leur « sacrifice » à la nation. Le manque de transparence des premières démobilisations en 2005, partielles et informelles, avait nourri leur grogne⁴⁵. La prise en charge de la milice par l'armée en octobre 2003 s'était en effet accompagnée de promesses de soldes et de primes de démobilisation. Mais l'enregistrement officiel des anciens combattants avait été mis en place tardivement à la demande du ministère de la Défense et était devenu source de clientélisme : certains miliciens ne trouvaient pas leur nom, d'autres avaient reçu le numéro de miliciens décédés pour pouvoir bénéficier de leur solde, d'autres encore étaient apparus sur les registres sans même avoir participé aux combats⁴⁶. Leur reconnaissance statutaire faisait également défaut. Les miliciens se plaignaient de ne faire entièrement partie de l'armée que lorsqu'il s'agissait de se voir appliquer de manière stricte le code militaire. C'est ainsi que plusieurs miliciens qui avaient quitté par eux-mêmes les *Arrow Boys* après quelques mois de combat, le plus souvent sans avoir été payés ni enregistrés par l'armée, ont été poursuivis devant les tribunaux militaires pour désertion. Il existe en effet trois catégories d'anciens *Arrow Boys* dans les registres de l'armée : les démobilisés, ceux qui sont morts en service et les déserteurs⁴⁷.
- Le croquis du père Mubiru, effectué avec l'aide de deux architectes, décrivait une large base carrée sur laquelle était ancrée une flèche trois fois plus grande que la hauteur des personnages et tournée, non pas vers le Lango, d'où la LRA a pénétré le Teso, ou vers l'Acholi, région d'origine de la LRA, mais vers le ciel. À ses pieds étaient représentés un *Arrow Boy* et une *Arrow Girl* sur le qui-vive, armés de fusils, en habits civils et les pieds nus. Au milieu d'eux, une femme porte un panier de nourriture sur sa tête. Sur les bas-côtés du

monument ne devaient apparaître aucune autre épitaphe que les noms des *Arrow Boys* morts au combat.

Ce projet détonne dans le maigre corpus statuaire ougandais. Les symboles monumentaux de l'histoire sont en effet peu présents dans le paysage commémoratif ougandais. Ils laissent place plus souvent à de simples stèles. Il existe quelques statues comme celle érigée à Entebbe au bord du Lac Victoria à la mémoire des soldats des Forces de défense du peuple tanzanien (*Tanzanian People's Defence Forces*, TPDF) qui avaient renversé Amin en 1979, plus fréquemment des stèles comme celle construite par le gouvernement ougandais au-dessus des fosses communes de Barlonyo où sont enterrées plusieurs centaines de victimes de la LRA, massacrées lors de l'attaque de ce camp de déplacés du nord de l'Ouganda en février 2004⁴⁸. Quelques mémoriaux ont été édifiés après 1986 dont celui d'ossements humains du Triangle de Luwero commémorant les massacres commis par l'armée du régime Obote pendant la guerre civile de 1981 à 1986⁴⁹. Au Teso, il n'existe que le mausolée de Mukura et l'école mémoriale d'Okunguro érigés par le gouvernement en hommage aux victimes civiles brûlées vives dans un wagon en juillet 1989 par des soldats de sa propre armée lors de la guerre contre l'UPA de 1986 à 1993, tous deux contestés⁵⁰.

FOSSES COMMUNES D'OBALANGA, DISTRICT D'AMURIA, SITUÉES À QUELQUES MÈTRES DE L'EMPLACEMENT
ORIGINELLEMENT CHOISI POUR LE MONUMENT AUX MORTS D'OBALANGA



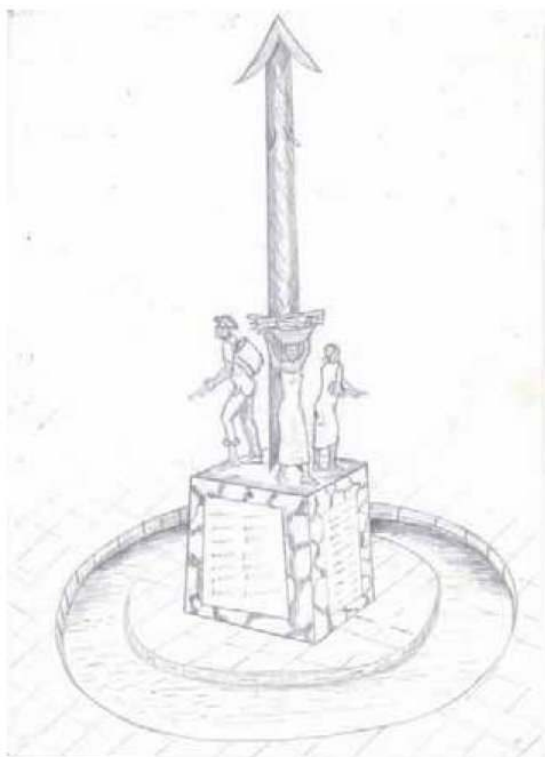
Source : © Sandrine Perrot, mars 2008.

- 20 Les monuments figuratifs sont encore plus rares, à l'exception des personnalités du royaume du Buganda⁵¹, au sud du pays et de la statuaire religieuse, très présente dans les paysages urbains et ruraux ougandais, qui seule pourrait faire concurrence à la NRA en matière de pénétration de l'espace public⁵². La statue de l'indépendance, les jambes entravées par des bandes de tissus et portant un nouveau-né qui lève les bras vers le ciel, a, elle, été construite sur le bas-côté d'un rond-point en centre-ville, accotée sur la grille des jardins du Sheraton à Kampala et face à une station essence. Les deux architectes malaisiens chargés de sa rénovation en 2007 avaient ajouté une fresque historique peinte derrière elle, sur le mur d'enceinte de l'hôtel, représentant en cinq temps l'histoire coloniale et postcoloniale de l'Ouganda. Pourtant, ce n'est pas autour de cette statue que l'on célèbre l'indépendance depuis 1986 mais sur la piste d'aviation de Kololo, où s'est

déroulée l'une des dernières batailles décisives pour la prise de Kampala par la NRA en janvier 1986. Car dans le mémorialisme d'État, ce sont les représentations de l'histoire guerrière de la NRA, celle de la guerre civile, qui prédominent, que ce soit à travers le calendrier des fêtes nationales, ou la pertinence des lieux de mémoire choisis pour accueillir les commémorations officielles⁵³. Les fêtes commémoratives se déroulent autour de lieux de mémoire symboliques des victoires militaires de la NRA et prennent souvent la forme de défilés militaires.

Mais dans le projet mémoriel du père Mubiru, nulle trace de l'armée, ni de l'action « conjointement menée avec elle ». Pour son auteur, l'objectif de ce dessin était officiellement « de souligner le soutien des populations locales, et l'origine proprement locale et populaire de la milice »⁵⁴. Le positionnement de la flèche en direction du ciel indiquait également la relecture spirituelle de la guerre. Car la guerre contre la LRA était aussi une guerre contre les Esprits qui la guidaient (Behrend 1997). Plusieurs témoignages de miliciens insistent sur la foi « authentique », sous-entendue catholique, qui les animait pour leur donner du courage au combat, par opposition aux Esprits païens qui régissaient la conduite de la LRA. On ne peut douter que le contrepoint de l'origine locale de la milice mettait inévitablement en avant le laisser-faire de l'armée et du gouvernement dans la protection de la région. Mais cette insertion religieuse dans l'interprétation du passé traduit également la lutte de domination politique de la région par l'Église et par l'État. Car de fait, l'Église occupe une place particulière, au Teso tout d'abord, où elle bénéficie de réseaux de mobilisation capillaires intenses, mais aussi vis-à-vis du régime de Museveni qui la considère, depuis son entrée au pouvoir, comme un acteur majeur de l'opposition. Dans un contexte où la pénétration vers l'Est de la LRA, le déplacement interne massif et la catastrophe humanitaire qu'elle avait engendrée avaient enflé les critiques des bailleurs vis-à-vis de l'armée et de son incapacité à mettre fin au conflit contre la LRA, cette mise en accusation latente agissait comme un nouvel irritant pour l'état-major ougandais.

DESSIN DU PROJET DE MONUMENT



Source : © Document personnel du père Mubiru.

- 21 Notons cependant que c'est à l'inverse en grande pompe que, depuis juillet 2003 (un mois après les premières attaques), les représentants du gouvernement participent aux séances de prières autour des fosses communes d'Obalanga, à quelques mètres à peine de l'emplacement potentiel du monument. En 2006, Crispus Kiyonga, ministre de la Défense, y a même présenté les excuses de l'État pour ne pas avoir protégé les populations civiles face aux attaques de la LRA⁵⁵. Cette schizophrénie gouvernementale démontre la capacité de l'État à fragmenter son usage politique de la mémoire en conjuguant dans un exercice de la mémoire et de l'oubli. L'État ougandais conjugue ici valorisation et oppression mémorielle. D'un côté, il reconnaît les victimes civiles de la LRA, renforçant la légitimité de son combat contre ce groupe de « criminels ». De l'autre, il occulte les acteurs, autre que lui-même des opérations contre-insurrectionnelles, renforce l'image de professionnalisme de l'armée (en opposition aux amateurs miliciens) et réinvente son rôle dans ce conflit, réaffirmant ainsi son monopole de la contrainte légitime⁵⁶. Comme le constatent Lucine Endelstein et Abdelkader Hamadi (cités dans Blanchard & Veyrat-Masson 2008 : 15), la « manière dont on sélectionne les célébrations nationales témoigne de la volonté que le passé ne remette pas en cause le temps présent. [...] Il n'existe pas de mémoire unifiée, mais des affrontements mémoriels qui découlent de la pluralité de groupes qui composent nos sociétés ». Dans ce cas précis, les stratégies politiques et discursives autour de l'usage du passé sont construites aux fins de modifier les perceptions et les imaginaires collectifs et de donner de la guerre du Teso une lecture aseptisée (Rosoux 2003 : 27-34).
- 22 Depuis, d'autres projets ont émergé : celui dirigé par Mike Mukula, par exemple, qui devait être construit dans les jardins de la Pioneer Secondary School de Soroti, son

ancienne circonscription électorale⁵⁷. Mais surtout un troisième projet initié en 2007, cette fois dans le nouveau district d'Amuria, par le président du Conseil local (*Local Council V Chairman*), Julius Ochen, un membre éminent de l'opposition au niveau local. Lors d'une réunion du Conseil local du 9 juin 2007, Julius Ochen a interpellé les officiels de la région afin d'octroyer le statut de « héros » aux *Arrow Boys* et de faire construire un monument à leur gloire à Amuria, chef-lieu du district d'Amuria. La date de ce projet commémoratif n'est pas anodine. C'est en effet le 9 juin que se tient chaque année la Journée nationale des héros, point d'orgue du calendrier national, en souvenir des hommes de la NRA tombés pendant la guerre civile qui avait amené Museveni au pouvoir⁵⁸. Plusieurs membres éminents de l'opposition contestent régulièrement la tenue de cette commémoration et interrogent la manière dont on attribuait le statut de « héros » en Ouganda⁵⁹. À Amuria, « [Ochen] conjura les membres d'examiner leur prochain budget et de prendre ce point en considération *avant que Kampala ne fasse quoique ce soit à ce sujet* »⁶⁰, précisent les minutes de la réunion. En mettant en compétition ces mémoires combattantes, ce projet mémoriel conteste l'un des ressorts de légitimité les plus importants du régime actuel, selon lequel le fait d'avoir combattu les régimes autoritaires des années 1970 et 1980 leur donne le droit de diriger. Suggérer qu'il puisse y avoir d'autres héros, c'est aussi remettre en partie en cause la légitimité du régime actuel à diriger⁶¹.

- 23 Les avis sont aujourd'hui partagés quant à l'opportunité de construire un monument commémoratif au Teso, jugé inadéquat pour certains. Insistant sur la faiblesse des infrastructures dans l'Est, le Teso Parliamentary Group réclamait, à sa place, la construction d'une école technique secondaire comparable à la Memorial School de Mukura. « Il y a déjà trop de monuments dans le Teso. Il y a déjà celui de Mukura pour commémorer les civils brûlés vifs dans des wagons par la NRA à la fin des années 1980. [...] Combien faudra-t-il encore que l'on construise de monuments pour qu'ils nous protègent ? Et que fait-on des raids karimojongs ? Par ailleurs, que va-t-on faire d'une petite pierre ? Mangerons-nous cette pierre ? », interrogeait la parlementaire de l'opposition Alice Alaso⁶². Si toutefois le projet de construction était maintenu, plusieurs questions demeurent en suspens : où le construire (Obalanga, Soroti, Amuria) ? À partir de quel plan ? Pour les morts ou pour les vivants ? Pour les victimes civiles ou pour les miliciens tombés au combat ? « Si l'on parle des miliciens qui sont morts, nous avons besoin de leurs noms », commente l'ancien chef d'état-major. « Avons-nous une liste de leurs noms ? Si oui, veut-on que cette liste soit connue ? Combien de gens sont morts ? Nous n'avons aucune liste claire. Et même si les gens à Obalanga sont morts, qu'en est-il de ceux qui ont été enlevés à l'école secondaire de Lwala ? Qu'en est-il de ceux de Kaberamaido ? Qui siègera lors des *meetings* pour choisir le dessin et l'emplacement du monument ? Qui le financera ? »⁶³. De fait, pour pallier l'absence de soutien étatique, le conseil d'Amuria s'est engagé dans une course aux financements extérieurs et aux effets d'annonce. Il espère pouvoir solliciter des bailleurs étrangers, voire des ONG spécialisées pour financer la construction d'un monument en mémoire des *Arrow Boys*⁶⁴. « La meilleure option serait un genre d'organisation apolitique », soutient Jeje Odongo. « En particulier si vous regardez les résultats des dernières élections... [la région du Teso a en effet été reconquise par l'opposition lors des élections présidentielles de 2006]. Ce serait considéré comme une consolidation de l'opposition [...] »⁶⁵.

24 *

L'histoire du monument aux morts d'Obalanga nous apprend autant sur les usages du

passé que sur les modes d'organisations et des pratiques du pouvoir en place. Elle est au cœur des « (re)constructions discursives continues et de ses (ré)aménagements symboliques perpétuels par des pouvoirs luttant pour étendre leurs hégémonies concurrentes au sein de l'espace public et de la sociabilité banale des gens » (Létourneau & Jewsiewicki 2003 : 8, 13). Les processus d'appropriation du monument aux morts par les mémoires complémentaires ou contradictoires d'acteurs étatiques et non étatiques permettent de s'interroger sur les limites de l'intervention de l'État dans la mise en scène du passé et l'imposition de ses ambitions hégémoniques sur la totalité de l'espace public en termes de mémoire. Si le gouvernement, et dans une moindre mesure l'armée, malgré les tensions persistantes entre direction militaire et direction milicienne, renforce symboliquement le poids de la version héroïque du passé portée par les anciens *leaders Arrow* en officialisant leur *leadership* et leur offrant des postes ministériels, c'est pour mieux étouffer la pluralité des mémoires contestataires au niveau local⁶⁶. Bien que l'État entende ne pas se départir de ses prérogatives mémorielles, il demeure que « la diffusion d'une interprétation historique ne peut être tenue pour une simple imposition », comme le souligne Rosoux (2003 : 27). S'y affrontent une variété d'acteurs locaux, nationaux et internationaux (État, partis d'opposition, organisations religieuses, ONG, bailleurs, etc.) portant des agendas divers voire divergents et reflétant les espaces politiques fragmentés de la société (De Jorio 2006). Le projet de construction du monument aux morts d'Obalanga pose clairement la question des conditions et limites dans lesquelles la mémoire officielle peut s'accommoder ou non des autres mémoires.

La mémoire est un objet vivant et modelable, un processus dans lequel s'articulent, se chevauchent et se confrontent des représentations plurielles du passé. Ces mémoires concurrentielles s'influencent mutuellement, s'accommodent l'une de l'autre, se redéfinissent chacune de manière continue au regard des enjeux politiques et de sécurité contemporains. Chaque mémoire est réinvestie et remodelée par le présent. Le mécontentement des *Arrow Boys* s'est formalisé autour de batailles mémorielles qui concernaient autant la représentation de leur rôle dans le passé que leur insertion dans l'avenir. Pour le moment, on ne peut présumer ni du succès, ni de l'échec de ce processus de résistances locales à l'imposition d'une mémoire officielle, ni du projet hégémonique du gouvernement et de l'armée. Il serait intéressant, pour aller plus loin, de se pencher sur le processus d'imprégnation, c'est-à-dire la manière dont la mémoire publique ou collective est suffisamment intériorisée pour encadrer et (re)structurer les mémoires individuelles. À l'évidence, le véritable enjeu de ces joutes mémorielles reste la préservation dans le présent et le renforcement futur du régime actuel. Dans un contexte de fragilisation interne et externe du régime, la controverse d'Obalanga révèle clairement les enjeux de domination étatique et de (ré-)affirmation du monopole de la contrainte légitime qui lui sont associés. Elle reflète la quête concurrente de capture politique du pouvoir horizontal (l'État) qui cherche à renforcer sa pénétration du territoire et du pouvoir vertical (l'Église). Mais pour certains, la course d'imposition mémorielle de l'opposition semble perdue d'avance : « L'opposition ne sera jamais autorisée à construire ce monument » soulignait un ancien responsable de l'armée. Car de héros au Teso, il ne pouvait y avoir que ceux de la NRA.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGÉ, M., 1998, *Les formes de l'oubli*, Paris, Payot & Rivages.
- BAUDRY, P., 2001, « La mémoire des morts », *Tumultes, Les musées des guerres du XX^e siècle : lieux du politique ?*, 16 : 29-40.
- BEHREND, H., 1997, *La guerre des esprits en Ouganda. Le mouvement du saint esprit d'Alice Lakwena 1985-1996*, Paris-Montréal, L'Harmattan (« Études africaines »).
- BLANCHARD, P., FERRO, M. & VEYRAT-MASSON, I. (dir.), 2008, Dossier « Les guerres de mémoire dans le monde », *Hermès*, 52.
- BLANCHARD, P. & VEYRAT-MASSON, I. (dir.), 2008, *Les guerres de mémoires. La France et son histoire, enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques*, Paris, La Découverte.
- BOURSIER, J.-Y., 2001, « Le territoire, la mémoire, l'histoire et l'État », *Tumultes, Les musées des guerres du XX^e siècle : lieux du politique ?*, 16 : 145-162.
- BUCKLEY-ZISTEL, S., 2008, *Conflict Transformation and Social Change in Uganda, Remembering after Violence*, Basinstoke-New York, Palgrave Macmillan.
- CASTELEIN, K. J., 2008, *Counter-insurgency in the Greater North of Uganda : Understanding the Auxiliary Forces*, Master's thesis, Utrecht, Utrecht University.
- CHAUMONT, J.-M., 2002, [1997] *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, La Découverte.
- DE JORIO, R., 2006, « Introduction to Special Issue : Memory and the Formation of Political Identities in West Africa », *Africa Today*, 52 (4) : v-ix.
- ENDELSTEIN, L. & HAMADI, A., 2007, « Le devoir de mémoire et ses enjeux », in C. LE BISSONNAIS (dir.), *Mémoires plurielles*, Paris, Créaphis.
- FARMER, S., 1999, *Martyred Village, Commemorating the 1944 Massacre at Oradour-sur-Glane*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press.
- GOVERNMENT OF UGANDA, 2006, *National Peace Recovery and Development Plan for Northern Uganda (PRDP), 2007-2010*, septembre.
- HANSARD, 2003, *Presentation, Consideration and Adoption of the Report on the Security Situation in the Country*, 23 septembre, <http://www.parliament.go.ug/hansard/hans_view_date.jsp?dateDD=23dateMM=09&dateYYYY=2003>, [dernière consultation le 20 octobre 2008].
- HUMAN RIGHTS WATCH (HRW), 2006, *In Hope and Fear : Uganda's Presidential and Parliamentary Polls*, Human Rights Watch Report, 1, février.
- JONES, B., 2005, « The Church in the Village, the Village in the Church. Pentecostalism in Teso, Uganda », *Cahiers d'Études africaines*, XLV (2), 178 : 497- 518.
- 2007, « The Teso Insurgency Remembered : Churches, Burials and Property », *Africa*, 77 (4) : 500-516.
- 2008, *Beyond the State in Rural Uganda*, Edinburgh, Edinburgh University Press, International African Library.

- KELLY, C., 2001, *Refining Russia : Advice Literature. Polite Culture and Gender form Catherine to Yeltsin*, New York, Oxford University Press.
- LANDRY, T., 2003, « Lieux de pouvoir et micropolitique de la mémoire. L'exemple de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou », *Politique et Sociétés*, 22 (2) : 75- 101.
- LAVABRE, M., 2001, « Peut-on agir sur la mémoire ? », *Cahiers français*, 303 : 8-13.
- LÉTOURNEAU, J. & JEWSIEWICKI, B., 2003, « Politiques de la mémoire », *Politiques et sociétés*, 22 : 3-15.
- LOMO, Z. & HOVIL, L., 2004, « The Spread of the War », in *Behind the Violence, The War in Northern Uganda*, Institute for Security Studies, Monograph n° 99, <<http://www.iss.co.za/pubs/Monographs/No99/Chap5.htm>>.
- LORAUX, N. (dir.), 1988, *Politiques de l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil.
- MUSEVENI, Y., 1997, *Sowing the Mustard Seeds. The Struggle for Freedom and Democracy in Uganda*, London, Macmillan.
- NORA, P. (dir.), 1997, *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard (« Quarto »).
- NYIRACYIZA, J., 2009, « Archeology Collections of the Uganda National Museum : Preservation and Commemoration of Our Cultural Heritage », *The African Diaspora Archaeology Network*, mars, <<http://www.diaspora.uiuc.edu/news0309/news0309-5.pdf>>.
- PERROT, S., 2004, « Vers une fin de conflit au Nord de l'Ouganda ? : La LRA (1987-2005), causes et enjeux d'une guerre prolongée », *L'Annuaire des pays d'Afrique orientale*, Paris, L'Harmattan : 73-139.
- ROSOUX, V., 2003, « Mémoire(s) européenne(s) ? Forces et limites de l'intervention politique dans la mise en scène de l'histoire », *Politique et sociétés*, 22 (2) : 17-34.
- SOHN, A.-M. & THELAMON, F. (dir.), 1998 *L'histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Éditions Plon-Perrin.
- STRATH, B. (dir.), 2000, *Myth and Memory in the Construction of Community*, Bruxelles-New York, Peter Lang.
- TILLIER, B., 1997, « Le monument aux martyrs d'Oradour-sur-Glâne par Fenosa : l'histoire d'un non-lieu de mémoire (1944-19..) », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 55, juillet-septembre : 43-57.
- WEBNER, R. (ed.), 1998, *Memory and the Postcolony : African Anthropology and the Critique of Power*, London, Zed Books.

NOTES

2. La ville d'Obalanga se situait à cette époque dans le district de Katakwi. Elle dépend aujourd'hui du nouveau district d'Amuria.

3. *Uganda People's Defense Forces*, Forces de défense du peuple ougandais.

4. Entretiens avec des responsables politiques locaux, district d'Amuria, mars 2008. Déjà en 1988 d'anciens commandants d'un autre groupe de rébellion, l'*Uganda People's Democratic Army* (UPDA), ralliés à la LRA, avaient tenté d'établir une jonction avec les combattants de l'UPA. Dans une interview radio à laquelle Joseph Kony, le *leader* de la LRA, avait participé par téléphone, Max Omeda, ancien commandant de l'UPA et actuel *Resident District Commissioner* (RDC) d'Amuria, rappelait que certains membres de l'UPA

avaient combattu aux côtés de la LRA dans le comté de Serere. Voir la traduction de John Muto ono p'Lajur, « I want peace, but Museveni is the problem, says Kony », <http://www.mail-archive.com/ugandanet@kym.net/msg_02135.html>, page consultée le 30 novembre 2009.

5. Le Karamoja est une région semi-désertique bordant l'est du Teso. Ses habitants, les Karimojongs, construisent une partie de leur capital social et financier à travers les raids de bétail au Karamoja même et dans les régions voisines.

6. Lors des élections de 1996, le président Museveni avait en effet recueilli une majorité, faible cependant, dans tous les districts du Teso en dehors de celui de Kumi.

7. La pratique des soldats fantômes consiste à conserver sur les registres de l'armée le nom des soldats décédés afin de pouvoir toucher leur solde.

8. Entretien avec un officiel chargé de la sécurité au sein de l'administration locale, district d'Amuria, mars 2008, confirmé par des sources militaires.

9. Pour une tentative d'explication de la pérennisation du conflit, voir PERROT (2004).

10. Entretien avec le général Jeje Odongo, ancien *Army commander*, Bunga, mars 2008.

11. Plusieurs milices dites « populaires » ont déjà été créées en Ouganda. La plus connue est celle des *Bows and Arrows*, souvent confondue avec celle des *Arrow Boys*. Elle avait été mise en œuvre au début des années 1990 par le ministère de la Défense au nord de l'Ouganda pour y combattre la LRA. Cette levée de milices armées d'arcs et de flèches avait cependant provoqué l'intensification des attaques contre les civils, considérés par la LRA comme des collaborateurs de l'armée. Lors de la progression d'un autre groupe armé, l'ADF (*Allied Democratic Forces*), dans l'ouest du pays entre 1996 et 1998, l'armée a également armé les civils et formé des groupes de vigilance, plus efficaces que l'armée pour repousser les attaques de l'ADF contre des villages isolés. Suite à la mobilisation des *Arrow Boys* au Teso, le gouvernement et l'armée entreprirent la création de milices au Lango (les *Amuka Boys* ou Rhinocéros) et en Acholi au nord de l'Ouganda (tels que les gardes-frontières à Kitgum).

12. Musa Ecweru a été transféré au poste de RDC de Soroti en décembre 2003.

13. Entretien avec Robert Adiama, chef des services de renseignements des *Arrow Boys* en charge de la tenue du registre des miliciens.

14. *Daily Monitor*, 1^{er} octobre 2005.

15. Merci à Emmanuel Eratu pour la traduction en anglais des paroles de sa chanson *Eyalama Arrow Boys*.

16. Il existe aujourd'hui une association des parlementaires du Grand Nord au sein du Parlement ougandais. Elle est dirigée par Felix Okot Odong.

17. Entretiens, Obalanga, mars 2008.

18. Entretien avec le Capitaine John Otekat, Soroti Flying School, mars 2008.

19. Entretiens informels, Amuria, mars 2008.

20. De manière significative, le département d'État américain a choisi Wera (village d'origine de Musa Ecweru), pour faire construire en 2006 une école technique pour la formation des *Arrow Boys*. « For my boys », commentait Musa Ecweru (souligné par l'auteur).

21. Mike Mukula, auquel fut attribué le surnom de « Monsieur Colgate » pour avoir posé pour les photographes en toutes occasions, est lui aussi très conscient de la nécessité de

légitimer son statut d'autorité par des traces tangibles. « Je vous dirai tout sur la manière dont cela a commencé. Je vous montrerai les photos [...] », répondait-il à une demande d'interview. Entretien avec Mike Mukula, interview téléphonique, 2 avril 2008. Capitaine de l'aviation civile, c'est en complet habit militaire qu'il a choisi de se faire photographier au Parlement au cours du conflit, donnant l'impression qu'il revenait du front. La radio Voice of Teso, dont Mike Mukula était alors propriétaire, avait également pour consigne de mentionner son nom à chaque nouvelle prise d'un commandant de la LRA ainsi qu'à chaque victoire militaire. Entretien avec un ancien journaliste de la radio Voice of Teso, Soroti, février 2009.

22. Entretien avec un groupe d'anciens combattants et combattantes, Kapelebyong, 14 mars 2008.

23. *Forum for Democratic Change (FDC)*.

24. Entretien avec Hon. Alice Alaso, Kampala, 31 mars 2008.

25. Entretien avec P. (source anonyme), Soroti, mars 2008.

26. Entretien avec Hon. Musa Ecweru, 15 mars 2008.

27. Une autre version, plus officieuse, souligne le rôle des services spéciaux américains dans l'assassinat des *leaders* de la LRA.

28. Entretien avec le capitaine John Otekat, Soroti Flying School, mars 2008.

29. *Ibid.*

30. Entretien avec Hon. Musa Ecweru, Kampala, 12 mars 2008.

31. Entretien avec Musa Ecweru, Soroti, 15 mars 2008.

32. *Ibid.*

33. Mukula a été blanchi des accusations de détournement de fonds en juillet 2009. Richard Wanambwa, « DPP drops Mukula's Global Fund charges », *Daily Monitor*, 22 juillet 2009.

34. Entretien avec Musa Ecweru, Kampala, 12 mars 2008.

35. Entretien avec le capitaine John Otekat, Soroti Flying School, mars 2008.

36. Voir notamment l'intervention de Musa Ecweru lors du Jour de la Croix Rouge Internationale. John A. Emojong, « How I kill — Ecweru », *The Sunday Monitor*, 11 mai 2008.

37. Cyprian Musoke, Apollo Mubiru, « Eresu defends Arrow day celebrations in Soroti », *The New Vision*, 15 juin 2004.

38. Entretien par courriel, source anonyme, 2 juillet 2008.

39. Entretien avec Gen. Jeje Odongo, 31 mars 2008.

40. Mwanguhya Charles Mpagi, « Museveni closed Soroti FM radio », *The Monitor*, 20 juillet 2003 et Patrick Elobu Angonu, « Closed Teso radio staff sent on leave », *The Monitor*, 29 juillet 2003.

41. Ogen Kevin Aliro, « Closed radio leaves sour taste in Soroti », *The Monitor*, 22 août 2003.

42. Les exactions des *Arrow Boys* rappelaient celles commises par l'UPA au début des années 1990. La criminalisation du mouvement avait marqué la fin de son soutien populaire.

43. Entretien avec Gen. Jeje Odongo, 31 mars 2008.

44. Entretien avec un groupe d'anciens miliciens, Kapelebyong, 14 mars 2008.

45. Un second mouvement de démobilisation a été organisé de manière semi-officielle en 2007. En novembre de la même année, les *Arrow Boys* faisaient intrusion dans les bureaux de la Uganda Human Rights Commission de Soroti pour demander le paiement de leurs arriérés de soldes. David Mafabi, « UPDF secures Shs 1b for Arrow Boys' arrear », *Daily Monitor*, 4 novembre 2007. En février 2008, une tournée était organisée par l'officier payeur de l'UPDF qui devait en partie régler les arriérés de soldes.

46. Une commission d'enquête parlementaire a été ordonnée en 2008. Elle devait rendre ses résultats à la fin du mois d'avril 2008. Entretien avec Hon. Jessica Alopu, *Vice chairperson* du Committee on defense and internal affairs en charge de la commission d'enquête, Kampala, Parlement, 1^{er} avril 2008.

47. James Oloch, « Sh 1.3b for Amuka », *The New Vision*, 2 novembre 2007.

48. La mémoire du massacre de Barlonyo est également entretenue aujourd'hui par l'organisation Collective Transitions in Africa (CTA), en collaboration avec la Fondation culturelle du Lango (*The Lango Cultural Foundation*, LCF) et le Projet Justice et Réconciliation (*Justice and Reconciliation Project*, JRP) à travers un livre de photos commémorant les expériences des victimes et des survivants du massacres. Voir leur site, <<http://www.ctafrica.org/default.asp?contentID=582>>.

49. Les squelettes des victimes des massacres du Luwero avaient été collectés immédiatement après la guerre par le gouvernement, en collaboration avec le Musée national. Les restes humains ont ensuite été conservés en partie au musée, en partie dans les locaux de l'administration locale de Nakaseke, Masulita et Kiboga. Certains squelettes ont été récupérés et inhumés par les familles, d'autres ont été conservés, non sans protestation des familles de victimes, afin d'être exposés dans le mémorial (NYIRACYIZA 2009).

50. Le monument symbolise la reconnaissance par le régime de Museveni des exactions commises par son armée au cours de la première guerre du Teso et la politique de réconciliation mise en place après l'intervention de la Commission présidentielle pour le Teso. Cependant, de par son style et sa signification, il divise plus qu'il ne réconcilie les civils et le gouvernement (BUCKLEY-ZISTEL 2008 : 111-116). Quant à l'école secondaire promise pendant plus de dix ans par Museveni, elle n'a été construite qu'au début des années 2000. Les habitants de la région de Mukura ont protesté à plusieurs reprises contre les coûts élevés d'inscription qui empêchaient les familles de victimes de bénéficier de l'institution scolaire (« The Untold Story of the 1989 Mukura Massacre », *The Monitor (Kampala)*, 21 January 2007).

51. Voir ici l'imposante statue du roi du Buganda Mutebi érigée à l'occasion de son couronnement en 1993. Elle trône à l'entrée du parlement baganda ; celle beaucoup plus discrète d'Apollo Kagga, premier Premier ministre ougandais, sur Kampala road ; la statue de Mutesa II construite sur le rond-point faisant face à la statue de l'indépendance par la fondation privée Ssebataka Mutesa I (SMF) ; cette dernière avait déjà financé la construction de la statue de Michael Kagga, ancien Premier ministre du Buganda (1945-1960). La statue avait été cofinancée par le ministère de l'Énergie. Michael Kagga, en effet, avait plaidé dès 1945 en faveur de l'électrification du royaume et de l'adduction d'eau courante. Simon Musasizi, « Uganda : Kampala getting monumental look », *Weekly Observer*, 9 juillet 2008.

52. On peut noter par exemple le monument aux martyrs de Namugongo et toute la statuaire présente sur les différentes collines de Kampala auprès des édifices religieux.

53. Pour marquer sa différence avec les régimes déçus, Yoweri Museveni a rompu avec les cultes de la personnalité du régime d'Amin.
54. Entretien avec le père Mubiru, Socadido, Soroti, 21 mars 2008.
55. Richard Egadu, « Gov't says sorry for LRA rebel killings », *The Monitor*, 17 juillet 2006.
56. Merci à Marie-Joëlle Zahar pour avoir soulevé ce point.
57. Mike Mukula a perdu les élections parlementaires de 2006 au profit de Joseph Ekemu du Forum for Democratic Change (FDC), le principal parti d'opposition.
58. Voir le texte officiel de State House sur le choix du 9 juin comme Journée nationale des héros, <<http://www.statehouse.go.ug/news.detail.php?newsId=125&category=Issues>>.
59. Voir « Ugandans Celebrates Heroes Day », *The New Vision* (Kampala), 9 juin 2008 ou James Butty, « Besigye Shuns Heroes Day Celebration in Uganda », *NewsVOA.com*, 9 juin 2007, <<http://www.voanews.com/english/archive/2007-06/2007-06-09-voa20.cfm>>.
60. Amuria district Local government, *Minutes of the District full council meeting held on 20th-21st/06/2007 district headquarters*. Mes italiques.
61. Il est intéressant cependant de noter que le 9 juin 2009, l'Omukama Kabalega, ancien roi du Bunyoro Kitara, royaume de l'ouest de l'Ouganda, a été adoubé du titre de « héros national » pour son rôle dans la résistance à la colonisation britannique au XIX^e siècle. 99 autres personnes ont reçu la même distinction des mains de membres historiques de la NRA et en présence du président Museveni. Cette cérémonie remplit à l'évidence des fonctions hautement politiques. D'une part, elle vise à pallier l'étiollement des soutiens de l'ancien allié baganda du gouvernement en s'assurant de l'appui d'un autre royaume. Mais surtout, elle entend participer à la reconquête politique d'une région où fut récemment découvert du pétrole et qui depuis la moitié des années 2000 a basculé dans l'opposition. « Kabalega, from rebel to hero », *The Monitor*, 9 juin 2009.
62. Entretien avec Hon. Alice Alaso, Parliament building, 31 mars 2008.
63. Entretien avec le Gen. Jeje Odongo, Bunga, mars 2008.
64. Voir notamment la note 49 et le projet de Collaborative Transitions Africa (CTA), Barlonyo Remembrance Project qui travaille à commémorer le massacre de Barlonyo de février 2004, <<http://www.ctafrica.org/default.asp?contentID=1>>.
65. Entretien avec le Gen. Jeje Odongo, Bunga, mars 2008.
66. Les tensions entre Musa Ecweru et l'armée restent cependant palpables. Elles tiennent en grande partie à la revendication par Musa Ecweru d'un *leadership* guerrier sur un groupe d'hommes en armes qu'il prétend pouvoir mobiliser à nouveau à chaque instant. De manière significative, Jeje Odongo, membre historique de la NRA, a été nommé ministre d'État à la Défense en février 2009. Originaire d'Amuria, Odongo pourrait se présenter aux prochaines élections législatives de 2011 et briguer le siège occupé actuellement par Musa Ecweru.

RÉSUMÉS

Résumé

Cet article s'intéresse à la mise en récit symbolique de la mémoire des miliciens *Arrow Boys* morts dans l'est de l'Ouganda pendant la contre-insurrection menée contre l'Armée de Résistance du Seigneur entre 2003 et 2005. Il veut montrer que la (re)présentation du passé n'est pas seulement une affaire d'État. Les scripts officiels cohabitent en effet de manière plus ou moins conflictuelle avec des mémoires discordantes, parfois même contradictoires qui, chacune, tente de s'imposer dans l'espace public. Car ce qui se joue dans ces modes du souvenir ce sont moins les représentations du passé que les enjeux politiques du présent, à savoir la redéfinition des hiérarchies de pouvoir entre le centre et sa périphérie, des relations entre sphères politiques et militaires et des stratégies de domination locale. Au Teso, les politiques, parfois alternatives, parfois simultanées, de valorisation ou d'oppression des mémoires concurrentes expriment clairement les enjeux post-confliktuels de domination étatique et de (ré-)affirmation du monopole de la contrainte légitime qui lui sont associés.

Abstract

This article focuses on the symbolic narratives of the memory of the Arrow Boys militiamen fallen in Eastern Uganda during the counter-insurgency led against the Lord's Resistance Army (2003-2005). It intends to show that the representations of the past are not only a State matter. Indeed, official scripts coexist with conflicting and sometimes contradictory memories that all attempt to impose themselves in the public space. What is at stake here are less representations of the past than contemporary political stakes: the redefinition of power hierarchies between the center and its periphery, the relationships between political and military spheres and local domination strategies. In Teso, valorisation and oppressive memorial politics either used alternatively or simultaneously clearly show post-conflict issues of State domination and (re)affirmation of legitimate constraint monopoly.

INDEX

Keywords : Uganda, Teso, War, Memory, Militia

Mots-clés : Ouganda, Teso, guerre, mémoire, milices

AUTEUR

SANDRINE PERROT